

Niger

En 2013, le Niger a fait des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a secouru plus de 400 enfants qui mendiaient dans les rues, obtenu cinq condamnations pour traite des enfants et porté le budget de chaque Inspection régionale du travail de 6 000 dollars É.-U. à 12 000 dollars É.-U. Il a également participé à plusieurs programmes de lutte contre les pires formes de travail des enfants et d'assistance aux ménages vulnérables. Toutefois, au Niger, des enfants continuent d'être astreints au travail des enfants dans l'agriculture et aux pires formes de travail des enfants dans l'extraction minière. Des lacunes dans la législation font également courir des risques aux enfants, et les lois sur le travail des enfants ne sont pas complètement appliquées.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Niger sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Lois	Porter à 18 ans l'âge minimum d'admission à un travail dangereux.	2009 – 2013
	Amender le Code pénal pour prévoir des sanctions plus sévères pour réprimer l'incitation de personnes à la mendicité et pour garantir que les enfants des rues ne soient pas astreints aux pires formes de travail des enfants.	2009 – 2013
	Adopter le nouveau Code du travail.	2013
Mise en application	Accroître les ressources pour effectuer des inspections de lieux de travail.	2009 – 2013
	S'efforcer d'obtenir davantage de condamnations liées aux pires formes de travail des enfants.	2010 – 2013
	Recueillir et rendre publiques les informations sur le nombre d'inspections du travail effectuées, de plaintes déposées, de violations de la législation sur le travail des enfants constatées, de poursuites pénales entamées et de sanctions imposées.	2012 – 2013
Coordination	Veiller à ce que la CNLTP, l'ANLTP et la Commission nationale de lutte contre les survivances du travail forcé et la discrimination aient le personnel et les ressources nécessaires pour coordonner efficacement les activités visant les pires formes de travail des enfants.	2011 – 2013
	Désagréger les plaintes émises au moyen de la ligne téléphonique d'assistance de l'ANLTP en fonction du nombre des enfants victimes de la traite.	2013
Politiques gouvernementales	Adopter et mettre en œuvre le Plan d'action national de lutte contre le travail des enfants et le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes.	2009 – 2013
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les politiques existantes sur la lutte contre le travail des enfants.	2013
Programmes sociaux	Mener des recherches pour déterminer les activités des enfants qui travaillent dans le secteur de la pêche afin d'orienter les politiques et les programmes.	2013

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Faire en sorte que les enfants puissent terminer leurs études primaires en subventionnant ou en remboursant le coût des fournitures scolaires.	2013
	Faire en sorte que tous les enfants aient accès à l'éducation, y compris les réfugiés, et mettre en œuvre un programme visant l'insécurité alimentaire.	2013
	Mettre en œuvre un programme visant les enfants exploités par des maîtres religieux.	2011 – 2013
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes sociaux existants sur la lutte contre le travail des enfants.	2011 – 2013
	Amplifier la portée des programmes de lutte contre les pires formes de travail des enfants, y compris dans l'extraction minière et la servitude fondée sur la caste.	2009 – 2013